

La crise est aussi une occasion

Par Ban Ki-moon, Susilo Bambang Yudhoyono, Donald Tusk et Anders Fogh Rasmussen

À Washington, les dirigeants des pays du monde feraient bien de se souvenir que nous nous trouvons face à deux crises. La crise financière mondiale est une urgence; celle des changements climatiques est une question de vie ou de mort. L'immédiateté de la première n'est pas une excuse pour négliger la seconde. Faisons plutôt d'une pierre deux coups.

Laissons de côté les arguments bien connus : que les conclusions scientifiques sont claires, que le problème ne cessera de s'aggraver tant que nous n'agissons pas, que la lutte contre le réchauffement planétaire est un impératif moral. Concentrons-nous sur les aspects purement économiques.

La croissance mondiale ralentit. Les budgets rétrécissent. Les ressources dont nous disposons pour régler une liste de plus en plus longue de problèmes mondiaux vont probablement aller en s'amenuisant. Que pouvons-nous faire, dans ces conditions, pour créer des emplois et favoriser la croissance? Que pouvons-nous faire pour disposer de suffisamment d'énergie à des prix abordables? Que devons-nous faire pour mettre le système financier mondial à l'abri des chocs répétés et des bulles successives afin que les gens de tous les pays puissent recueillir les fruits du développement dans la sécurité économique?

La réponse réside dans la recherche de solutions communes aux grands problèmes que nous rencontrons. Et pour ce qui est des deux problèmes les plus graves, la crise financière et les changements climatiques, elle réside dans l'économie verte. Si notre mode de vie est menacé, nous devons nous adapter. Les scientifiques sont d'accord : face aux changements climatiques, il nous faut une révolution énergétique, une transformation complète de la façon dont nous faisons tourner nos sociétés. Les économistes sont d'accord aussi : l'industrie qui présente actuellement le plus grand potentiel de croissance est celle des énergies renouvelables. C'est là que les emplois de l'avenir sont déjà en train d'être créés, que beaucoup des innovations techniques qui ouvriront la porte à une nouvelle ère de transformation économique sont en train de se produire.

Comme nous l'enseigne la philosophie pratique, aujourd'hui, c'est déjà demain. Oui, le sommet financier qui se tient ce week-end à Washington est crucial. Mais les négociations des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendront à Poznan, en Pologne, au mois de décembre, ne le sont pas moins. Elles marqueront la mi-parcours sur la feuille de route de Bali, adoptée dans l'euphorie l'an dernier en Indonésie. Elles prépareront le terrain pour la réunion qui doit se tenir à Copenhague en décembre prochain, à laquelle les dirigeants des pays du monde tenteront de parvenir à un accord ambitieux et global auquel toutes les nations puissent s'associer.

À Poznan, les ministres de l'environnement et du climat se réuniront pour la première fois pour tracer les contours d'un programme de coopération à long terme. Pour qu'un accord soit possible à Copenhague, il faut que soit établi un plan de travail clair assorti d'objectifs précis en ce qui concerne la réduction des émissions et l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. Il faut qu'une

structure institutionnelle soit arrêtée d'un commun accord, qu'un engagement ferme soit pris en faveur de la création d'un « fonds pour l'adaptation » et, surtout, que les pays en développement et les pays développés soient, les uns comme les autres, prêts à faire leur part. La question du financement sera déterminante. Si les pays en développement n'ont pas les moyens financiers ou technologiques d'opter pour une croissance verte, nous ne pourrions lutter efficacement contre les changements climatiques.

Les souhaits ne se réalisent pas toujours, mais une chose est bien claire : c'est ce que veulent les gens du monde entier, les hommes d'affaires, les investisseurs, les gouvernements et les associations. En fait, la roue tourne déjà. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime qu'à l'échelle mondiale, les investissements dans les énergies non productrices de gaz à effet de serre atteindront 1 900 milliards de dollars en 2020, soit une part non négligeable du PIB mondial. Dans le monde, près de 2 millions de personnes sont employées dans les nouvelles industries de l'énergie éolienne et solaire, la moitié d'entre elles rien qu'en Chine. Avec son programme de production de biocarburants, le Brésil crée près d'un million d'emplois par an. En Allemagne, les investissements dans les technologies environnementales devraient quadrupler au cours des années qui viennent, atteindre 16 % de la production industrielle en 2030 et employer davantage de personnes que l'industrie automobile.

Il n'est pas nécessaire d'attendre l'arrivée des nouvelles technologies, pas plus qu'il ne faut trop s'inquiéter des coûts. Des études montrent que les États-Unis pourraient réduire considérablement leurs émissions de carbone pour un coût faible ou nul, en utilisant le *know-how* existant. Le Danemark a énormément investi dans la croissance verte et, depuis 1980, son PIB a augmenté de 78 % tandis que sa consommation énergétique n'a pratiquement pas crû. La Pologne a réduit ses émissions d'un tiers ces 17 dernières années, tandis que son économie croissait rapidement. Pour les entreprises, de telles économies représentent des bénéfices. Aujourd'hui, les sociétés européennes du secteur des technologies vertes, qui ont l'avantage du « premier occupant », comptent pour plus d'un tiers du marché mondial.

Moyennant des politiques bien pensées et des incitations financières s'inscrivant dans un cadre mondial, nous pouvons diriger la croissance économique vers les secteurs à faible production de carbone. Moyennant des politiques et des incitations bien choisies, nous pouvons veiller à ce que les pays développés et les pays en développement contribuent les uns comme les autres à la lutte contre le réchauffement planétaire, à leur manière et sans que le droit qu'a chaque nation de se développer et d'assurer le bien-être économique de ses citoyens soit compromis.

Les chefs d'entreprise les plus clairvoyants le savent. C'est la raison pour laquelle, un peu partout dans le monde, les milieux d'affaires réclament des politiques claires et cohérentes en matière de changements climatiques : des politiques mondiales pour un problème mondial. À cet égard, il faut accepter que beaucoup de chemins mènent à Rome. À Poznan, puis à Copenhague, certains voudront que les émissions soient strictement limitées. D'autres préféreront que chaque pays arrête ses propres cibles. D'autres encore débattront des avantages et inconvénients des marchés des droits d'émission de carbone, d'une part, et de la fiscalisation et de la réglementation nationales, de l'autre. Beaucoup réclameront des politiques visant à réduire la déforestation, qui représente environ un cinquième

des émissions de gaz à effet de serre. Des investissements annuels de 17 à 30 milliards de dollars permettraient de réduire cette quantité de moitié tout en créant des emplois dans le secteur de la protection de l'environnement dans des pays tropicaux tels que l'Indonésie.

Hélas, nous ne pouvons nous permettre de choisir. Tous ces moyens d'action sont indispensables. Plus encore, nous avons besoin de leadership, c'est-à-dire d'une vision des choses éclairée et mondiale qui s'accompagne d'un passage à l'action. La crise financière mondiale que nous connaissons aujourd'hui est une sonnette d'alarme. Elle nous dit que nous devons penser autrement. Que nous devons trouver des solutions novatrices tenant compte des problèmes plus vastes qui se posent à l'humanité. Mais pas que nous pouvons remettre à plus tard la sauvegarde de notre avenir. Il n'y a plus de temps à perdre.

Ban Ki-moon est le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Susilo Bambang Yudhoyono est le Président de l'Indonésie, Donald Tusk est le Premier Ministre de la Pologne et Anders Fogh Rasmussen est le Premier Ministre du Danemark.